

| GRAND CONSEIL     |            |                 |               |
|-------------------|------------|-----------------|---------------|
| Expédié le:       |            | Session GC:     | 14-15.12.2023 |
| Président         | X          | Députés (100)   |               |
| Correspondance GC | X          | Bureau          | X             |
| Secrétaire        |            | Chefs de groupe | X             |
| Commission:       |            |                 |               |
| Objet:            | pt 164 adj |                 |               |
| Copie à:          |            |                 |               |

Madame  
Céline Zuber-Roy  
Présidente du Grand Conseil  
Secrétariat général du Grand Conseil  
Rue de l'Hôtel-de-Ville 2  
1204 Genève

Genève, le 4 décembre 2023

Concerne: adaptation des rentes versées par la CPEG.

Madame la présidente du Grand Conseil,

Mesdames et Messieurs les député-es,

Le Grand-Conseil s'apprête à voter le budget 2024. C'est dans ce cadre que s'inscrit la présente démarche. Celle-ci a pour but d'obtenir une revalorisation des rentes versées par la CPEG, sous la forme d'une indexation ou d'une indemnité unique pour compenser la hausse du coût de la vie. Nous nous adressons à vous afin que la somme nécessaire à cette revalorisation figure au budget 2024.

Cette démarche est en somme un dernier recours. En effet, tant le Comité de la CPEG que le Conseil d'Etat reconnaissent la légitimité de cette demande face à la reprise de l'inflation et les fortes augmentations des charges (loyer, primes maladie, énergie, alimentation, etc.). Mais, vu la situation financière actuelle de la CPEG et sa recapitalisation par l'Etat, ils nous ont répondu n'avoir, malheureusement pas, la possibilité de la satisfaire.

Cela fait 15 ans, voire plus, que les pensions versées par la CPEG n'ont pas été indexées ou adaptées. Pendant cette période, l'augmentation officielle du coût de la vie (de janvier 2008 à octobre 2023) a été de 6,4%.

Depuis 2022 à la fin octobre 2023, une inflation importante ronge le pouvoir d'achat de l'ensemble de la population, et donc bien sûr des retraité-es, aussi bien de celles et ceux qui ont travaillé dans le secteur privé que dans le secteur public. Cette inflation - qui se monte à 3,9% - pousse certaines et certains dans la pauvreté.

Dans ces circonstances, nous nous réjouissons que certaines caisses de pension publiques, par exemple la CAP ou la caisse de retraite des TPG, aient pu récemment octroyer une amélioration de pension à leurs membres. Nous pensons que les retraité-es membres de la CPEG y ont également droit.

A noter que, selon les statistiques fournies par la CPEG au 30 septembre 2022, 46,9% des femmes pensionnées touchent une pension mensuelle de 2000. fr., ou moins, pourcentage qui diminue à 38,3% si l'on tient compte de l'ensemble des pensionné-es.

Les motifs qui expliquent ces faibles rentes sont les mêmes que pour l'ensemble de la société: les interruptions de carrière ou des temps partiels en raison des charges familiales ou encore de la pénibilité du travail. On sait que ce sont les femmes que l'on retrouve majoritairement dans ces situations qui les pénalisent ensuite au moment de la retraite.

De plus, ce sont encore les femmes qui sont le plus touchées par toutes les augmentations évoquées auparavant.

Voilà pourquoi nous vous demandons de prendre en compte cette réalité en faisant figurer dans le budget 2024 une somme permettant une compensation de l'inflation avérée, notamment en faveur des petites pensions qui souffrent le plus de cette situation.

Dans cette attente, nous vous adressons, Madame la présidente, Mesdames et Messieurs les député-es, nos respectueuses salutations.

Pour l'APEGE:

A blue ink signature in cursive script, appearing to read 'R. Pattaroni', written over a horizontal line.

Robert Pattaroni, président

Pour le SSP-retraité-es:

A blue ink signature in cursive script, appearing to read 'J.P. Fioux', written over a horizontal line.

Jean-Pierre Fioux

Copies: Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève,  
Comité de la CPEG,  
Cartel intersyndical de la Fonction publique.